

*Tribunal
administratif
du travail*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2021 – 2022

**Demandes de renseignements particuliers
du troisième groupe d’opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d’opposition

#	Liste des questions
RP1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2021-2022.
RP2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.
RP3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
RP4	Copie de toute l’information fournie au ministre en vertu de l’article 428 de la <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
RP5	Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.
RP6	<p>Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;b) la liste des membres du conseil d’administration;c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
RP7	<p>Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :</p> <ul style="list-style-type: none">a) des frais de déplacement;b) des frais de représentation;c) des frais de repas;d) des frais de voyage;e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
RP9	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d’employés, ventilé par catégorie d’emploi et par région.

#	Liste des questions
RP154	Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de la création du Tribunal administratif du travail.
RP155	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CLP et de la CRT.
RP156	Coûts associés à la fusion de la CLP et de la CRT.
RP157	Impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur l'effectif, exprimé en ETC, en nombre d'employés. Ventiler par année, par type d'emploi et par région.
RP158	Préciser l'impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, de départs à la retraite, de fins de postes, de mises en disponibilité, de nominations; ventiler par année et par région.
RP159	Évolution de l'effectif depuis cinq ans, par catégorie d'emploi, par année financière.
RP160	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP161	Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail. Fournir une évolution sur cinq ans en incluant les budgets des organismes maintenant fusionnés.
RP162	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail.
RP163	Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP164	Coûts associés à la mise en place du Tribunal administratif du travail, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation; b. la publicité; c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique; d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement; e. les baux résiliés et locaux vacants; f. achat de matériel; g. tout autre coût de transition.
RP165	Liste des nominations effectuées au Tribunal administratif du travail depuis sa création.
RP166	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.
RP167	Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant le TAT (anciennement CRT).

#	Liste des questions
RP168	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.
RP169	Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.
RP170	Depuis cinq ans, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).
RP171	Depuis cinq ans, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
RP172	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2021-2022.
RP173	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
RP174	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs, depuis cinq ans, par année financière.
RP175	Évolution du nombre de dossiers traités par médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
RP176	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
RP177	Nombre de dossiers liés à la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées</i> (PL 57).
RP178	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues relativement aux services essentiels.
RP179	Depuis cinq ans, délais de traitement moyen. Ventiler par type de dossier.
RP180	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.
RP181	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.
RP182	Mesures de réparation imposées au cours des cinq dernières années.
RP183	Pour les cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs aux lésions professionnelles ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement.

#	Liste des questions
RP184	Pour les cinq dernières années, délai moyen entre le dépôt d'un appel et la décision, et nature des décisions, dans les dossiers relatifs aux lésions professionnelles.
RP185	Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés au cours des cinq dernières années.
RP186	Nombre de conciliateurs et nombre d'ententes hors cour entérinées par le Tribunal au cours des cinq dernières années.
RP187	Nombre et pourcentage de désistements enregistrés et principaux motifs invoqués au cours des cinq dernières années.
RP188	Nombre de remises demandées par les employeurs, le TAT (anciennement CLP) ou les travailleurs au cours des cinq dernières années.
RP189	Nombre d'avis traités par le BEM et nombre d'avis renversés au cours des cinq dernières années.
RP190	Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour les cinq dernières années.
RP191	Nombre de plaintes logées au TAT et nature des plaintes au cours des cinq dernières années.
RP192	Ventilation détaillée des sommes allouées au Fonds du Tribunal administratif du travail pour 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP1

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1 ^{er} avril 2020 et le 28 février 2021.																													
<table><tr><td colspan="2">LOGICIELS</td></tr><tr><td>Achat</td><td>137 644 \$</td></tr><tr><td>Entretien</td><td>424 281 \$</td></tr><tr><td colspan="2">MATÉRIEL</td></tr><tr><td>Achat</td><td>56 414 \$</td></tr><tr><td>Entretien</td><td>52 156 \$</td></tr><tr><td colspan="2">SERVICES PROFESSIONNELS</td></tr><tr><td>Internes (personnel du Tribunal)</td><td>2 460 277 \$</td></tr><tr><td>Externes (entretien du système de mission)</td><td>80 351 \$</td></tr><tr><td>CSPQ et MTESS</td><td>257 834 \$</td></tr><tr><td colspan="2">TÉLÉCOMMUNICATIONS</td></tr><tr><td>CSPQ</td><td>531 852 \$</td></tr><tr><td>Externes</td><td>153 367 \$</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>4 154 176 \$</td></tr></table>		LOGICIELS		Achat	137 644 \$	Entretien	424 281 \$	MATÉRIEL		Achat	56 414 \$	Entretien	52 156 \$	SERVICES PROFESSIONNELS		Internes (personnel du Tribunal)	2 460 277 \$	Externes (entretien du système de mission)	80 351 \$	CSPQ et MTESS	257 834 \$	TÉLÉCOMMUNICATIONS		CSPQ	531 852 \$	Externes	153 367 \$	TOTAL	4 154 176 \$
LOGICIELS																													
Achat	137 644 \$																												
Entretien	424 281 \$																												
MATÉRIEL																													
Achat	56 414 \$																												
Entretien	52 156 \$																												
SERVICES PROFESSIONNELS																													
Internes (personnel du Tribunal)	2 460 277 \$																												
Externes (entretien du système de mission)	80 351 \$																												
CSPQ et MTESS	257 834 \$																												
TÉLÉCOMMUNICATIONS																													
CSPQ	531 852 \$																												
Externes	153 367 \$																												
TOTAL	4 154 176 \$																												

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 19 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Fiche : RP2

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET AUX ORGANISMES SOUS SA RESPONSABILITÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

2019-2020 : Nous avons reçu une demande d’optimisation des ressources et de compressions de dépenses de la part du SCT. Afin de répondre à cette demande, dans nos prévisions budgétaires nous avons réduit de 2,8 k \$ notre budget d’approvisionnement et avons réduit l’équivalent de 4 ETC, soit 276,7 k \$, de notre masse salariale.

2020-2021 : Nous avons reçu une demande d’optimisation des ressources et de compressions de dépenses de la part du SCT. Afin de répondre à cette demande, dans nos prévisions budgétaires nous avons réduit de 2,7 k \$ notre budget d’approvisionnement et avons réduit l’équivalent de 5 ETC, soit 364,3 k \$, de notre masse salariale.

2021-2022 : Nous avons reçu une demande de réduction des dépenses, déterminée à 728,0 k \$ par le SCT, en raison de l’économie découlant du télétravail. Afin de nous conformer à cette demande, nous avons réduit nos dépenses de fonctionnement de 728, 0 k \$ dans nos prévisions budgétaires 2021-2022.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 15 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP3

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR LA LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU DE TOUT AUTRE PARTENAIRE. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021, six comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l’un ou l’autre des comités :

Nom	Honoraires	Frais de déplacement
Jean-François Jobin	600,00 \$	27,64 \$
Louise Bélanger	164,93 \$	0,0 \$
Marie-Claude Rigaud	250,00 \$	0,0 \$
Daniel Lapointe	403,68 \$	0,0 \$
Gilles Doyon	600,00 \$	0,0 \$
Martine Valois	750,00 \$	0,0 \$
François Bélanger	599,00 \$	0,0 \$
Hélène Grenier	511,40 \$	0,0 \$
Lucie Lauzière	800,00 \$	0,0 \$
Philippe M. Gariépy	241,33 \$	0,0 \$
Sylvie Morin	200,00 \$	0.0 \$
Mathieu Proulx	357,64 \$	508,80 \$
Total	5 477,98 \$	536,44 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 19 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP4

COPIE DE TOUTE L'INFORMATION FOURNIE AU MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 428 DE LA *LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES*, ET CE, DEPUIS CINQ ANS.

L'obligation de fournir ce rapport au ministre du Travail a été abolie le 1^{er} janvier 2016 puisque la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1) n'a pas repris les termes de l'article 428 LATMP.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP5

DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

La liste de toutes ces activités se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 18 mars 2021

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2020-04-20	La LATMP	Barreau du Québec	1	En ligne	57 \$
2020-05-08	Compétence et pouvoirs	Barreau du Québec	1	En ligne	215 \$
2020-05-11 au 2020-08-01	Formation initiale des nouveaux juges administratifs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	6	En ligne	- \$
2020-05-20	La Covid-19 servira-t-elle de catalyseur pour la modernisation des tribunaux	Institut canadien d'administration de la justice	86	En ligne	3 010 \$
2020-05-22	Formation aux gestionnaires - L'évaluation du rendement	Interne - Direction des ressources humaines	15	En ligne	- \$
2020-06-01	Congrès de l'Association des archivistes du Québec	Association des archivistes du Québec	1	En ligne	128 \$
2020-06-22	La justice en temps de pandémie : portrait de la jurisprudence	SOQUIJ	1	En ligne	50 \$
2020-06-30	Formation sur la classification et la cotisation	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	3	En ligne	- \$
Été 2020	Formation initiale des nouveaux conciliateurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	5	En ligne	- \$
2020-07 à 2021-02	Formation juridique de base aux nouveaux employés de soutien	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	15	En ligne	- \$
2020-07-07 et 2020-07-08	Analyse, logique et raisonnement déductif	Académie de transformation	1	En ligne	895 \$
2020-07-09	Habiletés relationnelles et qualité du service à la clientèle	Académie de transformation	1	En ligne	695 \$
2020-08-20	Gérer les personnalités difficiles	Groupe MP-Plus formation	1	En ligne	355 \$
2020-09-17, 2020-10-01, 2020-10-08 et 2020-10-27	Gérer son équipe en période de COVID-19	CFC	42	En ligne	3 900 \$
2020-09-22	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	1	En ligne	475 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2020-09-23, 2020-09-29, 2020-09-30 et 2020-10-06	Séminaire de perfectionnement en conciliation	Mediation Sophilex	25	En ligne	6 000 \$
2020-10-02	Formation des nouveaux membres de l'équipe cohérence LSST	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	5	En ligne	- \$
2020-10-07, 2020-11-19 et 2021-02-18	Groupes de codéveloppement - juges coordonnateurs	Interne - Direction des ressources humaines	9	En ligne	- \$
2020-10-14	Les signatures électroniques	Jeune Barreau de Montréal	2	En ligne	40 \$
2020-10-20 et 2020-10-21	Formation édimestre - TYPO3, version 9	LIBÉO	2	En ligne	4 500 \$
2020-10-20 et 2020-10-27	Numérisation des documents	Association des archivistes du Québec	1	En ligne	120 \$
Automne 2020	Formations en développement des compétences numériques	Académie de la transformation numérique	10	En ligne	- \$
Automne 2020	Tournée cohérence / Les enjeux reliés à la conciliation	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	162	En ligne	- \$
Automne 2020	Formation initiale des nouveaux conciliateurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	2	En ligne	- \$
2020-11-02 au 2020-11-06	Congrès des professionnels de l'information	Fédération des milieux documentaires	1	En ligne	300 \$
2020-11-09 et 2020-11-10	Angular	Afi Expertise	3	En ligne	2 490 \$
2020-11-12	La conciliation à distance	Mediation Sophilex	21	En ligne	1 500 \$
2020-11-24	Assemblée des juges administratifs et conciliateurs du TAT	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	250	En ligne	- \$
2020-11-24 et 2020-11-25	Assemblée des assesseurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	21	En ligne	- \$
2020-11-30	L'intervention de l'avocat à l'ère numérique dans une salle virtuelle	Barreau du Québec	2	En ligne	251 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2020-11-30	Être gestionnaire	Alliance des cadres de l'État	1	En ligne	180 \$
2020-11-30, 2020-12-01 et 2020-12-02	71st Annual McGill refresher course for family physicians	Université McGill	3	En ligne	1 425 \$
2020-12 - 2021-02	Astuces afin de mieux organiser et réaliser son travail en contexte de télétravail	Interne - Direction des ressources humaines	118	En ligne	- \$
2020-12-03 et 2020-12-04	La pneumologie	Fédération des médecins omnipraticiens du Québec	1	En ligne	894 \$
2020-12-16 au 2020-12-22	Domino - administration et conception	Corporations CogitoSum	1	En ligne	1 550 \$
2020-12-15	La déontologie judiciaire	Barreau du Québec	2	En ligne	251 \$
2021-01 - 2021-02	L'annexe 260 : un outil essentiel à la consultation de SISTA	Interne	153	En ligne	- \$
2021-01 - 2021-02	Formation sur le support à l'adjudication	Interne	2	En ligne	- \$
2021-02-02	Atelier - Pose de voix parlée	Service des activités culturelles de l'Université de Montréal	1	En ligne	151 \$
2021-02-03	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	1	En ligne	375 \$
2021-02-08	Transférez vos compétences techniques efficacement en classe virtuelle	AFI	10	En ligne	2 500 \$
2021-02-10 et 2020-02-17	Les maladies professionnelles : points de vue médical et juridique.	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	41	En ligne	- \$
2021-02-10 et 2021-02-11	La médiation interne en milieu de travail	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	1	En ligne	595 \$
2021-02-12	Justification et contrôle de validité des décrets et arrêtés d'urgence sanitaire	Association du Barreau canadien	4	En ligne	300 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2021-02-15	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader de la fonction publique	École nationale d'administration publique	1	En ligne	4 325 \$
2021-02-25	La gestion électronique dans un environnement Windows et Office 365	Association des archivistes du Québec	1	En ligne	80 \$
2021-02-25	10 astuces pour acquérir une méthodologie de recherche juridique efficace	SOQUIJ	1	En ligne	125 \$
16 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	8	En ligne	2 400 \$
84 jours*	Droits de scolarité — soutien aux études	Établissements scolaires reconnus	13	Différentes régions du Québec	16 030 \$
TOTAL					56 162 \$

* Possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP6

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR :

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;

b) la liste des membres du conseil d’administration;

c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;

Voici les données relatives à la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Nom	Prénom	Poste: Corps	Poste: Corps
Désaulniers Drouin	Mylène	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Hoyle	Blanca-Maria	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Thibault	Suzie	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Bélanger	Claire	104	Agent d'information
Gagné-Fortin	Sofie-Jeanne	104	Agent d'information
Jacob	Céline	104	Agent d'information
Lagacé	Julie	104	Agent d'information
Lemelin	Bianka	104	Agent d'information
Talbot	Véronique	104	Agent d'information
Adam	Gisèle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Arsenault	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrette	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrionuevo	Erika	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blais	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blouin	Virginie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bordeleau	Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourassa	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Brzezinska	Danuta	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Béland	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

...2

Bélanger	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Cameus	Vanessa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Caron	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Charbonneau	Louis	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Cornell	Dustin	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Corriveau	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Coutu	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Côté	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Deguire	Suzanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Desjardins	Martin	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Do Rego Barros	Maria Dulce	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doiron	Marie-Claude	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doray	François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dubreuil	Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dulude	Christyan	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Farner	Carole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Flageol	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Franche	Julie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frappier	Eric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frenette	Colombe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Kathleen	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Magali	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gamache	Annick	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gaudreault	Alexandre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gendron	Ariane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Gervais	Paul	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gilbert	Léa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gratton	Julien	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Grégoire	Chantal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Hamel	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Harton	Jimmy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Huot	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Julien	Tony	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	André-Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Langlois	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Laplane	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Larivière	Gabriel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Diane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Mathieu	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lebel	Eric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lefebvre	Marie-Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lehoux	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lespérance	Sonia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lessard	Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Leverone	Hélène	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lima	Juliana	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Madore	Nicole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Marseille	Vicky	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Martin	Jamie-Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Papillon	Josiane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Paquet	Marie-Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Patenaude	Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Perrin	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Pigeon	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Riffou	Sara	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Rodrigue	Roger	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roy	André	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Scullion	Debra	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Simard	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Soudir	Patricia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Germain	Samantha	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Yves	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Séguin	Michel G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tartier	Christine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Théorêt	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Jean-François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	Danielle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	François-Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Trudel	Marie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Vallières	Suzy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Verret	Nancy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Adams	David	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Audard	Antonin	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bailly	Chantal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beaudoin	Manon	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beniaich	Rachid	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bouchard	Alexandre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Caroline	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Steve	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bédard	Claude	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Canuel	Frédéric	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Dion	Serge	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs

Houde	Pierre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
McCarthy	Christian	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Mercier	Pascal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Ngoupé	Éric Lunaud	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Tran	Anh Tuan	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Turcotte	Édith	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Henrion	Stéphane	111	Attaché d'administration
Gailloux	Jonathan	112	Bibliothécaire
Bargoné	Linda	115	Avocat
Bernier	Marie-France	115	Avocat
Bolduc	Étienne	115	Avocat
Bond Roussel	Geneviève	115	Avocat
Boumati	Assirem Amal	115	Avocat
Charbonneau	Edith	115	Avocat
Côté	Luc	115	Avocat
Douville	Geneviève	115	Avocat
Joncas-Blanchet	Audrey	115	Avocat
Labbé	Marie-Hélène	115	Avocat
Laberge	Marie-Claude	115	Avocat
Lalancette	Luba	115	Avocat
Lapierre	Marie-Jo	115	Avocat
Lindsay	Stéphanie	115	Avocat
Rousse	Denis	115	Avocat
Roussin	Marie-Claude	115	Avocat
Vadeboncoeur	Dominique	115	Avocat
Arpin	Marie-Hélène	120	Médecin
Beaudry	Jean-Marc	120	Médecin
Bélanger	Serge	120	Médecin
Couture	Daniel	120	Médecin
Dansereau	Jean-Yves	120	Médecin
Dubois	Manon	120	Médecin
Dumais	Huguette	120	Médecin
Fazal Karim	Karima	120	Médecin
Gagnon	Johanne	120	Médecin
Landry	Yves	120	Médecin
Lejeune	Dominique	120	Médecin
Martin	Martine	120	Médecin
Molina-Negro	Pedro	120	Médecin
Morin	Jean	120	Médecin
Perron	André	120	Médecin
Verrette	Sylvie	120	Médecin
Lemelin	Sylvie	125	Traducteur
Abou Zeid	Roger	200	Agent de bureau
Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau
Beauvais	Bernadin	200	Agent de bureau
Boissonnault	Charles-Étienne	200	Agent de bureau
Braccio	Angela	200	Agent de bureau
Champagne	Nancy	200	Agent de bureau
Chams Eddine	Hasnaâ	200	Agent de bureau
Chapelle	Sandrine	200	Agent de bureau
Claude	Carole	200	Agent de bureau
Cos	Cecilia	200	Agent de bureau
Denault	Cynthia	200	Agent de bureau

...6

Desharnais	Julie	200	Agent de bureau
Dion	Hélène	200	Agent de bureau
Garneau	Claude	200	Agent de bureau
Guzman-Arambulo	Alexandra	200	Agent de bureau
Idrissi Oudrhiri	Rachid	200	Agent de bureau
Jouadi	Yassine	200	Agent de bureau
Laferrière	Adam	200	Agent de bureau
Laframboise	Christine	200	Agent de bureau
Lagacé	Brigitte	200	Agent de bureau
Lajoie	Janick	200	Agent de bureau
Leroux	Pascale	200	Agent de bureau
Loranger	Sylvie	200	Agent de bureau
Lortie	Chantale	200	Agent de bureau
Lévesque	Josée	200	Agent de bureau
Mbodji	Amadou	200	Agent de bureau
Messaoudi	Nadia	200	Agent de bureau
Nguyen	Tin Phuong Trinh	200	Agent de bureau
Pageau	Anthony	200	Agent de bureau
Phan	Fanny	200	Agent de bureau
Porubova	Alla	200	Agent de bureau
Quesnel	Francine	200	Agent de bureau
Raymond	Nathalie	200	Agent de bureau
Renaud	Aude	200	Agent de bureau
Robertson	Alexie-Ann	200	Agent de bureau
Salvas	Eveline	200	Agent de bureau
St-Félix	Jude	200	Agent de bureau
St-Germain	Geneviève	200	Agent de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agent de bureau
Zugrav	Oana-Maria	200	Agent de bureau
Carrier	Lorraine	217	Bibliotechnicien
Laliberté Adams	Linda-Marie	217	Bibliotechnicien
Roberge	Marie-Claude	217	Bibliotechnicien
Alarie	Ginette	221	Agent de secrétariat
Amaan	Naoual	221	Agent de secrétariat
Audet	Noémie	221	Agent de secrétariat
Badinga	Lubata Edwige	221	Agent de secrétariat
Beauséjour	Josée	221	Agent de secrétariat
Benito	Gwladys	221	Agent de secrétariat
Blanchard	Carmen	221	Agent de secrétariat
Boucher	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Brebel	Cécile	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Gisèle	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Camiré	Anick	221	Agent de secrétariat
Caron	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Chamberland	Lise	221	Agent de secrétariat
Clermont	Myriam	221	Agent de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agent de secrétariat
Côté	Mélissa	221	Agent de secrétariat
Dauphin	Julie	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Jeanne	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agent de secrétariat
Desparois	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Drapeau	Marthe	221	Agent de secrétariat
Dufour	Josée	221	Agent de secrétariat
Fortin	Ginette	221	Agent de secrétariat
Gaudreault	Sylvie	221	Agent de secrétariat

Gauthier	Valérie	221	Agent de secrétariat
Gingras-Racine	Chantal	221	Agent de secrétariat
Girard	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Gravel	Louise	221	Agent de secrétariat
Hamel	Alain	221	Agent de secrétariat
Hébert	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Kandé	Danielle	221	Agent de secrétariat
Lajeunesse	Andrée	221	Agent de secrétariat
Lebeau	Marie-Pier	221	Agent de secrétariat
Leblanc	Suzie	221	Agent de secrétariat
Leblond-Ringuette	Mélanie	221	Agent de secrétariat
Lefaivre	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Lessard Patry	Karina	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Constance	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Julie	221	Agent de secrétariat
Lossignol	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Léger	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Josée	221	Agent de secrétariat
Marois	Annie	221	Agent de secrétariat
Martel	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Matte	Martine	221	Agent de secrétariat
Mokoko	Patricia	221	Agent de secrétariat
Moulin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Mwenge Mayeeng	Sandra	221	Agent de secrétariat
Noreau	Sophie	221	Agent de secrétariat
Odou	Koko Agbanè	221	Agent de secrétariat
Pageau	Émilie	221	Agent de secrétariat
Parent	Nicole	221	Agent de secrétariat
Pelletier	Andréanne	221	Agent de secrétariat
Pepin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Perreault	France	221	Agent de secrétariat
Pierre-Louis	Myrlande	221	Agent de secrétariat
Podie Tchouni	Nadège	221	Agent de secrétariat
Poisson	Justine	221	Agent de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agent de secrétariat
Pouliot	Marie-Ève	221	Agent de secrétariat
Proulx	Solange	221	Agent de secrétariat
Provost	Line	221	Agent de secrétariat
Royer	Carolane	221	Agent de secrétariat
Rziga	Ahlem	221	Agent de secrétariat
Saint-Amant	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Sallafranque	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Seck	Arame	221	Agent de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agent de secrétariat
Shields	Josée	221	Agent de secrétariat
Thériault-Lapointe	Roxane	221	Agent de secrétariat
Tortorici	Estelle	221	Agent de secrétariat
Vincent	Suzie	221	Agent de secrétariat
Goyette	Lucie	249	Préposé aux renseignements
Mahrane	Ahmed	249	Préposé aux renseignements
Moukarrab	Meryem	249	Préposé aux renseignements
Ruggiero	Mario	249	Préposé aux renseignements
Batista	Camilla	263	Technicien des travaux publics
Beaupré	Jocelyne	264	Technicien en administration
Cheikh	Rabah	264	Technicien en administration
Chouikrat	Radia	264	Technicien en administration
Côté	Brigitte	264	Technicien en administration
Dansereau	Suzanne	264	Technicien en administration

Deschênes	Jonathan	264	Technicien en administration
Habel	Sophie	264	Technicien en administration
Icart	Juniole	264	Technicien en administration
Joachim	Yveline	264	Technicien en administration
Labranche	Catherine	264	Technicien en administration
Larouche	Véronic	264	Technicien en administration
Légaré	France	264	Technicien en administration
Mriyeh	Maria	264	Technicien en administration
Parent	Julie	264	Technicien en administration
Parr	Nadia	264	Technicien en administration
Pelletier	Rachelle	264	Technicien en administration
Poupeau	Laurent	264	Technicien en administration
Roy	Chantal	264	Technicien en administration
Saidi	Dorsaf	264	Technicien en administration
Thomassin	Diane	264	Technicien en administration
Vibert	Sonia	264	Technicien en administration
Potlog	Liliana	272	Technicien en informatique
Tanguay	Simon	272	Technicien en informatique
Ziati	Hamza	272	Technicien en informatique
Beaudet	Pauline	283	Technicien en droit
Beaudoin	Roxane	283	Technicien en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicien en droit
Bouchard	Marielle	283	Technicien en droit
Challal	Samira	283	Technicien en droit
Charette	Martine	283	Technicien en droit
Charron	Catherine	283	Technicien en droit
Desjardins	Danièle	283	Technicien en droit
Dextras Paquette	Karine	283	Technicien en droit
Dionne	Nathalie	283	Technicien en droit
Fiola	Isabelle	283	Technicien en droit
Gallant	Johanne	283	Technicien en droit
Grassi	Marie-Noëlle	283	Technicien en droit
Grenier-Martel	Roxane	283	Technicien en droit
Hamel	Céline	283	Technicien en droit
Jetté	Pascale	283	Technicien en droit
Lafrenais	Josée	283	Technicien en droit
Larose-Marquis	Christine	283	Technicien en droit
Maheux	Christiane	283	Technicien en droit
Martin	Isabelle	283	Technicien en droit
Morin	Julie	283	Technicien en droit
Ouellet	Nathalie	283	Technicien en droit
Paquet	Véronique	283	Technicien en droit
Pronovost	Olivier	283	Technicien en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit
Quirion	Julie	283	Technicien en droit
Ross	Charis	283	Technicien en droit
Savignac	Nadia	283	Technicien en droit
Tremblay	Marie-Claude	283	Technicien en droit
Tsang	Anne-Marie	283	Technicien en droit
Turcotte	Danielle	283	Technicien en droit
Éthier	Julien	433	Préposé au matériel
Boulais	Carole	630	Cadre
Gagnon	Gino	630	Cadre
Gagnon	Marco	630	Cadre
Gauthier	Paul	630	Cadre
Jobidon	Guillaume	630	Cadre
Métivier	Claude	630	Cadre
Tremblay	Patrice	630	Cadre
Nadeau	Lucie	825	Juge administratif - Dirigeant

Alder	Mylène	826	Juge administratif
Allard	Sylvain	826	Juge administratif
Arcand	Sylvie	826	Juge administratif
Armand	Daphné	826	Juge administratif
Arseneau	Raymond	826	Juge administratif
Arseneault	Isabelle	826	Juge administratif
Aubertin	Benoit	826	Juge administratif
Aubé	François	826	Juge administratif
Auclair	Marlène	826	Juge administratif
Audet	Josée	826	Juge administratif
Beaubien	François	826	Juge administratif
Beaudin	Annie	826	Juge administratif – Vice-président
Beaudoin	Marie	826	Juge administratif
Beaulieu	Denys	826	Juge administratif
Beaumier	Jean-François	826	Juge administratif
Benoît	Dominique	826	Juge administratif
Bergeron	Catherine A.	826	Juge administratif
Bernard	Réjean	826	Juge administratif
Bernier	Yolande	826	Juge administratif
Blanchet	Guy	826	Juge administratif
Blouin	Daniel	826	Juge administratif
Blouin	Karine	826	Juge administratif
Bourgeois	Guylaine	826	Juge administratif
Bouvier	Philippe	826	Juge administratif
Breton	Gaëtan	826	Juge administratif – Vice-président
Brisebois	Virginie	826	Juge administratif
Burdett	Claire	826	Juge administratif
Bédard	Hélène	826	Juge administratif
Bédard	Myriam	826	Juge administratif
Bélanger	Renée-Claude	826	Juge administratif
Canuel	Michel	826	Juge administratif
Carignan	Michèle	826	Juge administratif
Caron	François	826	Juge administratif
Carpentier-Cayen	Isabelle	826	Juge administratif
Chainey	Anick	826	Juge administratif
Charbonneau	Francine	826	Juge administratif
Charette	Caroline	826	Juge administratif
Chénier	Manon	826	Juge administratif
Clément	Jean-François	826	Juge administratif
Corbeil	Simon	826	Juge administratif
Côté	Maude	826	Juge administratif
Côté	Réjean	826	Juge administratif
Daigneault	Fernand	826	Juge administratif
Danis	Jean-Claude	826	Juge administratif
David	Jacques	826	Juge administratif
Degré	Jacques	826	Juge administratif
Demers	François	826	Juge administratif
Denis	Michel	826	Juge administratif
Desbois	Louise	826	Juge administratif
Despatis	Johanne	826	Juge administratif
Desroches	Martine	826	Juge administratif
Downey	Jason Wayne	826	Juge administratif
Drolet	Christian	826	Juge administratif
Dubé	Frédéric	826	Juge administratif
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	Juge administratif
Dufour	Jean-François	826	Juge administratif
Ellefsen	Henrik	826	Juge administratif
Firlotte	Ann	826	Juge administratif
Fiset	Dominic	826	Juge administratif

Gagnon	Isabelle	826	Juge administratif
Gagnon	Raymond	826	Juge administratif
Gagnon	Sylvain	826	Juge administratif
Gauthier	Manon	826	Juge administratif
Gauthier	Pascale	826	Juge administratif
Gauthier	Renaud	826	Juge administratif
Girard	Véronique	826	Juge administratif
Girardin	Chantale	826	Juge administratif
Giroux	France	826	Juge administratif
Goodwin	Elisabeth	826	Juge administratif
Gosselin	Andrée	826	Juge administratif
Goyette	Renée M.	826	Juge administratif
Grantham	Guy	826	Juge administratif
Grignon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Grégoire	Jean	826	Juge administratif
Guay	Louise	826	Juge administratif
Gutiérrez	Aurora	826	Juge administratif
Guérard	Gaetan	826	Juge administratif
Gélinas	Nathalie	826	Juge administratif
Hinse	Francis	826	Juge administratif
Jouis	Daniel	826	Juge administratif
Lachance	Alain	826	Juge administratif
Ladouceur	Julie	826	Juge administratif
Lajoie	Valérie	826	Juge administratif
Lalonde	Michel	826	Juge administratif
Lalonde	Pierre	826	Juge administratif
Lamarre	Monique	826	Juge administratif
Lanseigne	Line	826	Juge administratif
Laprade	Annie	826	Juge administratif
Larouche	Michel	826	Juge administratif
Lassonde	Laurent	826	Juge administratif
Lavoie	Marie-Claude	826	Juge administratif
LeBel	Jean-François	826	Juge administratif
Lecavalier	Marie-Anne	826	Juge administratif
Legault	Marie-Eve	826	Juge administratif
Lemay	Bernard	826	Juge administratif
Lemieux	Yves	826	Juge administratif
Lemire	Simon	826	Juge administratif
Lessard	Carole	826	Juge administratif
Lessard	Émilie	826	Juge administratif
Letreiz	Michel	826	Juge administratif
Lizotte	Valérie	826	Juge administratif
Lévesque	Sylvie	826	Juge administratif
Magnan	Hugues	826	Juge administratif
Marceau	Bernard	826	Juge administratif
Martel	Jean-François	826	Juge administratif
Mercure	Francine	826	Juge administratif – Vice-président
Moffet	Guylaine	826	Juge administratif
Montplaisir	Martine	826	Juge administratif
Morand	Pierre-Étienne	826	Juge administratif
Moreau	Michel	826	Juge administratif
Morin	Maryse	826	Juge administratif
Moulin	Sophie	826	Juge administratif
Nadeau	Sandra	826	Juge administratif
Noiseux	Jean-Sébastien	826	Juge administratif
Nyitrai	Emilia	826	Juge administratif
Paquette	Jean	826	Juge administratif
Pelletier	Daniel	826	Juge administratif

Perron	Pauline	826	Juge administratif
Picard	Josée	826	Juge administratif
Piché	Isabelle	826	Juge administratif
Pilon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Plante	Esther	826	Juge administratif
Poirier	Jean M.	826	Juge administratif
Poirier	Marie-Claude	826	Juge administratif
Potvin	Danick	826	Juge administratif
Quigley	Ann	826	Juge administratif
Rancourt	Julie	826	Juge administratif
Ranger	François	826	Juge administratif
Rivard	Jean-Luc	826	Juge administratif
Robitaille	Isabelle	826	Juge administratif
Roiseux	Marie-Anne	826	Juge administratif
Romani	Marco	826	Juge administratif
Roy	Guy	826	Juge administratif
Saindon	Guillaume	826	Juge administratif
Samson	Julie	826	Juge administratif
Sansfaçon	Michel	826	Juge administratif
Savard	Karine	826	Juge administratif
St-Jean	Isabelle	826	Juge administratif
St-Laurent	Nancy	826	Juge administratif
St-Onge	Pierre	826	Juge administratif
Sylvestre	Sonia	826	Juge administratif
Séguin	Jean-François	826	Juge administratif
Sénéchal	Sophie	826	Juge administratif
Tancrède	Dominique	826	Juge administratif
Therrien	Daniel	826	Juge administratif
Therrien	Isabelle	826	Juge administratif
Thériault	Lyne	826	Juge administratif
Tremblay	Danielle	826	Juge administratif
Tremblay	Norman	826	Juge administratif
Vaillancourt	Anne	826	Juge administratif
Waddell	Erick	826	Juge administratif
Watkins	Michel	826	Juge administratif
Zaikoff	Irène	826	Juge administratif

b) La liste des membres du conseil d’administration;

Le TAT ne possède pas de conseil d’administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Voici la liste des juges administratifs qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATIONS :			
BOURGEOIS, Guylaine	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
CHARRETTE, Caroline	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10

LACHANCE, Alain	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
LEBEL, Jean-François	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
POTVIN, Danick	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
SAINDON, Guillaume	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
BEAUDIN, Annie	Vice-président – VPQC	2020-07-13	2025-07-12

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
RENOUVELLEMENTS :			
ROY, Guy	Juge administratif	2020-05-01	2021-04-30
GIROUX, France	Juge administratif	2020-05-24	2024-05-23
CARON, François	Juge administratif	2020-11-27	2025-11-27
ZAÏKOFF, Irène	Juge administratif	2020-12-02	2025-12-01
ALDER, Mylène	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
BERGERON, Catherine A.	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
GUAY, Louise	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
LAJOIE, Valérie	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
LIZOTTE, Valérie	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
MOFFET, Guylaine	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'ensemble du personnel et des membres du tribunal, et pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2021, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement : 342 980 \$

Frais de représentation : 4 508 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP7

FOURNIR, POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE OU DE LA HAUTE DIRECTION, LES MONTANTS, VENTILÉS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

- a) des frais de déplacement;**
- b) des frais de représentation;**
- c) des frais de repas;**
- d) des frais de voyage;**
- e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.**

Voici les informations du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

a) Les frais de déplacement : 6 042 \$

b) Les frais de représentation : 1 883 \$

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente du TAT dispose d'un budget de 4 140 \$ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 402 \$. Les autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 1 481 \$.

c) Les frais de repas : 2 900 \$

d) Les frais de voyage : 4 120 \$

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 0 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP9

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

La liste se trouve à la page suivante.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 15 mars 2021

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2021						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		2,0	1,0	3,0		6,0
Québec	9	50,0	23,0	20,0	1	103,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	3,0		5,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		4,0	1,0	4,0		9,0
Chaudière-Appalaches		3,0	1,0	5,0		9,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		2,0		3,0
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		1,0	1,0	1,0		3,0
Montréal	5	60,0	27,0	43,0	1	136,0
Montérégie		5,0	1,0	6,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		4,0	1,0	5,0		10,0
Laurentides		5,0	1,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	5,0		9,0
.Salaberry-de-Valleyfield		1,0	1,0	3,0		5,0
TOTAL	14	151,0	68,0	127,0	2	362,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP154

**VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES RÉALISÉES À LA SUITE DE LA
CRÉATION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Économies budgétaires 2020-2021

Honoraires des membres issus	4 640 000,00 \$
Ressources affectées aux membres	250 000,00 \$
Gestion/gouvernance	50 000,00 \$
Frais de déplacement des membres	625 000,00 \$
Frais divers (impression-numérisation-poste)	520 000,00 \$
Rapatriement des services administratifs	730 000,00 \$
Dépenses diverses - membres	165 000,00 \$
TOTAL	6 980 000,00 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP155

**COPIE DES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET RECHERCHES EN LIEN AVEC
LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.**

Une seule étude a été faite en lien avec la fusion. Il s'agit d'une évaluation des efforts à investir dans la solution SISTA (Système intégré de services des tribunaux administratifs) dans le but d'arrimer les activités de mission de la CRT à celles de la CLP. Le rapport a été approuvé par la présidente du Tribunal le 26 mai 2016 et un dossier d'affaires a été présenté au Secrétariat du Conseil du trésor qui a confirmé verbalement que seule l'autorisation de la présidente du Tribunal était requise pour procéder.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP156

COÛTS ASSOCIÉS À LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.

Voir également la réponse à la question RP164.

ACTIVITÉ	COÛT
Mise à jour de SISTA	81 001 \$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP157

IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR L’EFFECTIF, EXPRIMÉ EN ETC, EN NOMBRE D’EMPLOYÉS. VENTILER PAR ANNÉE, PAR TYPE D’EMPLOI ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n’a pas eu d’impact sur le niveau d’effectifs.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP158

PRÉCISER L'IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR LE NOMBRE DE POSTES CRÉÉS, ABOLIS ET TRANSFÉRÉS, DE DÉPARTS À LA RETRAITE, DE FINS DE POSTES, DE MISES EN DISPONIBILITÉ, DE NOMINATIONS; VENTILER PAR ANNÉE ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n'a pas eu d'impact sur le nombre de nouveaux postes créés, abolis et transférés, ni sur les départs à la retraite et les mises en disponibilité.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP159

ÉVOLUTION DE L’EFFECTIF DEPUIS CINQ ANS, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI,
PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Voici les données au 28 février 2021 :

CATÉGORIES D’EMPLOI	EFFECTIF
Professionnels	151
Personnel de bureau	127
Techniciens	68
Ouvriers	2
Cadres	14
TOTAL	362

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP160

**NOMBRE ET MONTANT DES PRIMES DE DÉPART VERSÉES EN LIEN AVEC LA
MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucune prime de départ n'a été versée en lien avec la mise en place du Tribunal
administratif du travail.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP161

VENTILATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL. FOURNIR UNE ÉVOLUTION SUR CINQ ANS EN INCLUANT LES BUDGETS DES ORGANISMES MAINTENANT FUSIONNÉS.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Masse salariale	61 403 656 \$
Fonctionnement	
Services de transport et de télécommunications	2 252 000 \$
Services professionnels, administratifs et autres	5 820 000 \$
Locations	8 665 000 \$
Fournitures et approvisionnement	815 000 \$
Amortissement	1 912 000 \$
Autres dépenses	84 000 \$
Total fonctionnement	19 548 000 \$
Total des dépenses	80 951 656 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP162

VENTILATION DES DÉPENSES ALLOUÉES À LA RÉMUNÉRATION PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Rémunération de base – effectif régulier	43 257 482,28 \$
Rémunération de base – effectif occasionnel	833 982,02 \$
Rémunération de base – effectif étudiant-stagiaire	164 650,35 \$
Heures supplémentaires – effectif régulier	62 991,58 \$
Heures supplémentaires – effectif occasionnel	1 358,64 \$
Primes et indemnités de départ – effectif régulier	1 306 457,90 \$
Primes et indemnités de départ – effectif occasionnel	33 932,44 \$
Primes et indemnités de départ – étudiant-stagiaire	9 335,81 \$
Contribution employeur – effectif régulier	9 290 599,97 \$
Contribution employeur – effectif occasionnel	130 310,09 \$
TOTAL	55 091 101,08 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP163

**COPIE DES AVIS ET DIRECTIVES ÉMIS EN LIEN AVEC LA MISE EN PLACE DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucun avis et aucune directive n'ont été émis.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP164

COÛTS ASSOCIÉS À LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL, NOTAMMENT :

- a. la formation;**
- b. la publicité;**
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique;**
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement;**
- e. les baux résiliés et locaux vacants;**
- f. achat de matériel;**
- g. tout autre coût de transition.**

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021.

Voir également la réponse fournie à la question RP156.

- a. la formation : 0 \$**
- b. la publicité : 0 \$**
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique : 0 \$**
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement : 0 \$**
- e. les baux résiliés et locaux vacants : 0 \$**
- f. achat de matériel : 0 \$**
- g. tout autre coût de transition : 0 \$**

SOURCE : Service des communications, Service des ressources matérielles et Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP165

LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL DEPUIS SA CRÉATION.

Liste des nominations à titre de juges administratifs depuis le 1^{er} janvier 2016 :

- Mme Isabelle Arseneault
- M. Benoit Aubertin
- M. François Beaubien
- Mme Yolande Bernier
- M. Guy Blanchet
- M. Daniel Blouin
- Mme Luce Boudreault
- Mme Guylaine Bourgeois
- Mme Isabelle Carpentier-Cayen
- Mme Caroline Charrette
- Mme Manon Chénier
- M. Simon Corbeil
- Mme Maude Côté
- M. Réjean Côté
- M. François Demers
- Mme Johanne Despatis
- Mme Martine Desroches
- M. Jason W. Downey
- M. Frédéric Dubé
- M. Jean-François Dufour
- M. Henrik Ellefsen
- Mme Ann Firlotte
- M. Dominic Fiset
- Mme Isabelle Gagnon
- M. Sylvain Gagnon
- M. Renaud Gauthier
- Mme Nathalie Gélinas
- Mme Véronique Girard
- Mme Chantale Girardin
- Mme Elisabeth Goodwin
- M. Guy Grantham
- M. Gaétan Guérard
- Mme Aurora Gutiérrez
- M. Francis Hinse
- M. Alain Lachance
- Mme Julie Ladouceur
- M. Laurent Lassonde
- M. Jean-François Lebel
- Mme Marie-Anne Lecavalier
- Mme Marie-Ève Legault

.../2

- Mme Émilie Lessard
- M. Hugues Magnan
- M. Pierre-Étienne Morand
- Mme Chantal Sophie Moulin
- Mme Sandra Nadeau
- M. Jean-Sébastien Noiseux
- Mme Emilia Nyitrai
- Mme Josée Picard
- Mme Marie-Claude Pilon
- Mme Marie-Claude Poirier
- M. Danick Potvin
- Mme Julie Rancourt
- Mme Isabelle Robitaille
- M. Guillaume Saindon
- Mme Julie Samson
- Mme Karine Savard
- M. Jean-François Séguin
- M. Pierre St-Onge
- Mme Isabelle St-Jean
- Mme Dominique Tancrede
- Mme Danielle Tremblay
- M. Erick Waddell

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP166

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

Les tableaux suivants couvrent la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Sort des requêtes	2020-2021
Accueillies	106
Désistements	6
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	112

Article 46: Résolution de difficultés	
Sort des requêtes	2020-2021
Accueillies	4
Désistements	0
Règlements	1
Rejetées	0
Sous-total	5

TOTAL	117
--------------	------------

La plupart des requêtes accueillies le sont du consentement des parties, soit par le dépôt d'une requête conjointe ou par la non-contestation de la requête par l'autre partie.

Les décisions motivées des juges administratifs sont accessibles par l'entremise du site Web de la SOQUIJ (<http://citoyens.soquij.qc.ca>), alors que l'ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du *Code du travail* sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP167

AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES, FOURNIR UNE LISTE DETAILLEE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNEE, NOM DE LA MUNICIPALITE, OBJET DE L'APPEL) DES REQUETES EN APPEL LOGEES PAR UN SECRETAIRE, UN SECRETAIRE-TRESORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LE TAT (ANCIENNEMENT CRT).

Voir la liste détaillée qui suit.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

N° dossier	Date de réception	Nature du dossier	Nom des parties
1040101	2020-04-08	Loi sur les cités et villes - Destitution	Dionne, Pierre
			Ville de Sainte-Adèle
1040115	2020-04-17	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal Arrondissement Plateau Mont-Royal
			Ville de Montréal
			Romero, Cristina
1040123	2020-04-21	Code municipal du Québec – Destitution	Déry-Gagné, Sébastien
			Municipalité de Papineauville
1040148	2020-04-27	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Saint-Polycarpe
			Desrosiers, Martin
1040228	2020-04-15	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal - Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie
			Ville de Montréal
			Coyne, Simon
1040338	2020-05-15	Loi sur les cités et villes - Destitution	Dicaire, Daniel
			Ville de Mont-Tremblant
1040477	2020-05-22	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal
			Dupras, Francis
1040504	2020-04-30	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité d'Auclair
			Mylène Boucher
1040525	2020-05-08	Code municipal du Québec – Destitution	Couture, Marie-Claude
			Municipalité de Saint-Calixte
1040703	2020-06-05	Loi sur les cités et villes - Destitution	Guerrier, Mildred
			Ville de Montréal
1040710	2020-05-25	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de la Paroisse de Saint-Damase
			Lavoie, Anick
1040888	2020-06-26	Code municipal du Québec – Destitution	Boissonneault, Maxime
			Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka
1041413	2020-07-18	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Chandler
			Couture, Michel
1041495	2020-07-17	Loi sur les cités et villes - Destitution	Huguerot, Michel
			Ville de Longueuil
1041529	2020-07-20	Loi sur les cités et villes - Destitution	Adam, Marie-Ève
			Ville de Montréal
1041543	2020-07-10	Loi sur les cités et villes - Destitution	Jobin, Claude
			Ville de Québec
1041598	2020-07-09	Code municipal du Québec – Destitution	Plourde, Claude
			Municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce
1041696	2020-07-27	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Pontiac
			Laforest, Serge
1041946	2020-08-23	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Montpellier
			St-Denis, Marc
1042008	2020-08-31	Loi sur les cités et villes - Destitution	Khalil Bannari, Mohammed
			Ville de Longueuil
1042059	2020-08-07	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de la Paroisse Saint-Charles-Garnier
			Bouillon, Josette
1042175	2020-09-16	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de La Sarre
			Poirier, David
1042196	2020-09-18	Loi sur les cités et villes - Destitution	Marleau, Cynthia
			Ville de Montréal-Est
1042241	2020-09-22	Code municipal du Québec – Destitution	Office régional d'habitation du Lac des Deux-Montagnes
			Quesnel, Vincent
1203506	2020-11-05	Code municipal du Québec – Destitution	Barbier, Carole
			Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix

1203583	2020-11-10	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
			LePape, Daniel
			Ville de Montréal
1204313	2020-11-05	Code municipal du Québec – Destitution	Roy, Ginette
			Municipalité de Sainte-Luce
1205586	2020-11-13	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de La Prairie
			Lavoie, Sébastien
1205592	2020-11-17	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs
			Laporte, Jacqueline
1205940	2020-11-24	Loi sur les cités et villes - Destitution	Valiquette, Raymond
			Ville de Côte-Saint-Luc
1206426	2020-11-02	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Repentigny
			Monette, Nicolas
1206968	2020-11-27	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
			Boisclair, Renée
1207057	2020-11-13	Code municipal du Québec – Destitution	Pelletier, Claude
			Paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long
1207556	2020-12-04	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
			LePape, Daniel
			Ville de Montréal
1209265	2020-12-15	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Notre-Dame-de-Montauban
			Caouette, Benoit
1209736	2020-08-10	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal
			Roberge, Nicolas
1210690	2021-01-04	Loi sur les cités et villes - Suspension	De Guise, Alain
			Ville de Terrebonne
1212281	2021-01-22	Code municipal du Québec – Destitution	Laroche, Christiane
			Municipalité d'Irlande
1212535	2021-01-18	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Laval
			Lavoie, Alain
1214308	2021-02-03	Loi sur les cités et villes - Destitution	Sheitoyan, Louis Xavier
			Ville de Montréal Arrondissement Lachine
			Ville de Montréal
1214539	2021-02-05	Loi sur les cités et villes - Destitution	Deparice Okomba, Herman
			Ville de Montréal
1215292	2021-02-11	Code municipal du Québec – Destitution	Parent, Marie-Claude
			Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes
1215543	2021-02-11	Loi sur les cités et villes - Destitution	Pedneault, Nicolas
			Ville d'Hudson
1217194	2021-02-19	Code municipal du Québec – Destitution	Deschenes, Steve
			Municipalité de Saint-Hippolyte
Total: 44			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP168

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'ORDONNANCES RENDUES RELATIVEMENT À L'APPLICATION DES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET PRÉCISER LA NATURE DES ORDONNANCES.

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, aucune ordonnance n'a été rendue relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail*.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP169

ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Voici les données provenant des divisions relations du travail, services essentiels, et construction et qualification professionnelle du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de dossiers
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail	49	222*	146,5	688,2*	2217
Loi sur les normes du travail	456	510	403,7	501,3	2574
Loi secteur des affaires sociales	-	-	-	-	0
Lois – Services essentiels	32	86	53,8	85,3	331
Lois – Construction et qualification professionnelle	121	153	133,9	202,4	75
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	128	162	111,7	155,3	3
Loi – Responsables d’un service de garde	221,5	280,5	221,5	280,5	2
Lois – Statut des artistes	122	416	261,2	286,2	19
Autres lois	86,5	234	291,6	454,5	86

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l’ensemble des délais des cas traités par la Vice-présidence des opérations des relations du travail du TAT.

* Ces délais inhabituels sont dus à la fermeture par désistement, en février 2021, de plus de 540 plaintes déposées au cours de l’année 2015 dans le cadre d’un dossier impliquant les ingénieurs du gouvernement du Québec, dossier ayant fait l’objet de procédures judiciaires. En excluant ces dossiers, les délais auraient été respectivement de 77, 112, 183 et 236 jours.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 9 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP170

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉDÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES).

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021 Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux juges administratifs	Total
Loi sur les normes du travail	2020	Avril	14	10	24
		Mai	40	20	60
		Juin	94	45	139
		Juillet	91	18	109
		Août	47	39	86
		Septembre	113	25	138
		Octobre	153	32	185
		Novembre	115	40	155
		Décembre	69	26	95
	2021	Janvier	87	29	116
		Février	104	26	130
TOTAL			927	310	1 237

Code du travail	2020	Avril	2		2
		Mai	35	3	38
		Juin	11	5	16
		Juillet	9	4	13
		Août	9	1	10
		Septembre	21	10	31
		Octobre	16	4	20
		Novembre	11	6	17
		Décembre	4	7	11
	2021	Janvier	10	3	13
		Février	8	8	16
TOTAL			136	51	187

.../2

Nombre de cas conclus
du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Année	Mois	Sort des cas					
		Accueillis	Désistements	Règlements	Rejetés	Fermetures admin. ¹	Total
2020	Avril	60	65	32	42		199
	Mai	113	92	97	44		346
	Juin	73	122	187	18		400
	Juillet	65	76	151	27		319
	Août	74	92	97	29		292
	Septembre	48	141	179	42		410
	Octobre	92	117	276	33	4	522
	Novembre	133	126	422	54	18	753
	Décembre	152	112	177	53	10	504
2021	Janvier	168	122	228	34	8	560
	Février	144	640	243	58	8	1 093
Total		1 122	1 705	2 089	434	48	5 398

¹ Le 13 octobre 2020, la VPORT intégrait le système de mission du Tribunal et un nouveau sort « Fermeture administrative » est maintenant disponible pour fermer certains dossiers.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP171

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL
OU LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS
RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE).

Cette question ne concerne que la Division des relations du travail du TAT.

**Délai de traitement (en jours) des cas réglés par mois
du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021**

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total (en jours)	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total (en jours)	
Code du travail					
Avril	77,0	124,0	159,1	230,3	81
Mai	70,0	91,0	139,2	200,3	143
Juin	68,0	122,0	140,0	211,9	143
Juillet	49,0	133,5	96,6	161,8	86
Août	45,5	58,0	78,6	138,3	122
Septembre	68,0	123,0	130,1	212,7	127
Octobre	76,0	100,0	190,3	250,1	173
Novembre	333,5	483,5	422,2	463,7	294
Décembre	76,0	76,0	124,8	165,1	145
Janvier	63,0	73,0	106,2	144,4	141
Février ²	34,0	2078,0	62,3	1530,7	762
Loi sur les normes du travail					
Avril	316,0	374,0	319,7	397,1	87
Mai	357,0	385,0	325,5	429,6	149
Juin	294,0	451,0	311,8	454,3	221
Juillet	453,0	518,0	401,9	506,3	189
Août	456,0	555,0	432,8	523,0	147
Septembre	421,0	518,0	377,7	488,9	249
Octobre	473,0	528,0	430,9	517,4	320
Novembre	482,0	508,0	420,2	520,1	357
Décembre	425,0	448,5	362,7	441,4	248
Janvier	505,5	528,0	450,8	545,9	328
Février	513,0	556,0	482,5	564,2	279

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

² Ces délais inhabituels sont dus à la fermeture par désistement, en février 2021, de plus de 540 plaintes déposées au cours de l’année 2015 dans le cadre d’un dossier impliquant les ingénieurs du gouvernement du Québec, dossiers ayant fait l’objet de procédures judiciaires. En excluant ces dossiers, les délais de février 2021 auraient été respectivement de 72, 75, 132 et 167 jours.

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021 selon les principaux articles du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail					
	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	76,0	76,0	94,7	162,4	79
Article 25 - champ libre*	30,0	35,0	47,3	60,5	173
Article 25 - conflit*	32,0	34,0	54,2	68,9	125
Article 39 - statut de salarié*	167,0	357,0	238,7	367,4	83
Article 39 - modification*	63,0	77,0	84,0	108,7	226
Article 41 - révocation*	36,0	38,0	51,4	55,2	87
Article 45 - transmission*	52,0	61,5	59,2	71,4	112
Article 47.3 - traitement par l'association*	213,5	304,5	280,0	405,7	96

*Article 16 CT – plainte en matière de mesures disciplinaires – congédiement
 Article 25 CT – requête en accréditation, champ libre
 Article 25 CT – requête en accréditation, conflit
 Article 39 CT – requête en interprétation et statut de salarié
 Article 39 CT – requête en modification d’accréditation
 Article 41 CT – requête en révocation d’accréditation
 Article 45 CT – requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
 Article 47.3 CT – égalité de traitement par l'association

Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	455,0	502,0	391,6	476,8	480
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	470,0	513,0	424,6	476,9	53
Article 122 - plainte*	462,0	520,0	401,6	513,3	499
Article 122.1 - (retraite)*	262,0	262,0	262,0	262,0	1
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	349,0	451,0	372,1	482,5	387
Article 124 - plainte de congédiement*	465,0	521,0	427,6	521,2	1117

*Article 79.1 LNT - plainte de congédiement - maladie ou accident
 Articles 79.7 et 79.8 LNT - plainte de congédiement – congé pour raisons familiales ou parentales
 Article 122 LNT - plainte de congédiement – général
 Article 123.6 LNT - plainte de harcèlement psychologique
 Article 124 LNT - plainte de congédiement sans cause juste et suffisante

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VR-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 9 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP172

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

La liste se trouve à la page suivante.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 16 mars 2021

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2021						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		2,0	1,0	3,0		6,0
Québec	9	50,0	23,0	20,0	1	103,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	3,0		5,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		4,0	1,0	4,0		9,0
Chaudière-Appalaches		3,0	1,0	5,0		9,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		2,0		3,0
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		1,0	1,0	1,0		3,0
Montréal	5	60,0	27,0	43,0	1	136,0
Montérégie		5,0	1,0	6,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		4,0	1,0	5,0		10,0
Laurentides		5,0	1,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	5,0		9,0
.Salaberry-de-Valleyfield		1,0	1,0	3,0		5,0
TOTAL	14	151,0	68,0	127,0	2	362,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP173

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE PLAINTES OU DE DEMANDES DÉPOSÉES EN VERTU DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE DES DROITS ET LIBERTÉS ET FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DE CELLES PORTANT PLUS PARTICULIÈREMENT SUR L'ARTICLE 46. STATISTIQUES SUR LE TYPE DE DOSSIERS ET TABLEAU DES RÉSULTATS.

Aucune plainte de cette nature ne sera jamais reçue au Tribunal administratif du travail (TAT) puisque les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP174

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CONCILIATEURS/MÉDIATEURS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Cette question ne s'adresse qu'à la Vice-présidence des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 : 23 postes de conciliateurs/médiateurs
à la Vice-présidence RT du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP175

**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR MÉDIATEUR /
CONCILIATEUR, DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, les conciliateurs de la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail ont tenu 1 067 séances de conciliation visant 1 515 dossiers, soit 65,9 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP176

DEPUIS DÉCEMBRE 2014, NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL*.

Le Tribunal administratif du travail n’a aucune compétence en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal*.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP177

NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE PRINCIPALEMENT QUANT AU FINANCEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES* (PL 57).

Le Tribunal administratif du travail n’a aucune compétence en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP178

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI SONT ALLÉS EN RÉVISION JUDICIAIRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES RELATIVEMENT AUX SERVICES ESSENTIELS.

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Un seul pourvoi en contrôle judiciaire concernant une décision de la Division des services essentiels a été notifié au TAT (décision concernant l'assujettissement).

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP179

DEPUIS CINQ ANS, DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYEN. VENTILER PAR TYPE DE DOSSIER.

<p>Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le délai de traitement moyen a été de 85,5 jours pour les 324 dossiers conclus par décision de la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.</p>		
Type de dossier	Nombre de dossiers fermés	Délai moyen de traitement
Assujettissement d’un service public	202	91,3 jours
Évaluation des services essentiels dans un service public	9	15,4 jours
Évaluation des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux	104	87,2 jours
Redressement	9	8,7 jours

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP180

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS PAR MÉDIATION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, outre les interventions des conciliateurs dans les 104 décisions rendues dans les dossiers d'évaluation de listes de services essentiels du réseau de la santé et des services sociaux, 22 autres dossiers en services essentiels ont été réglés par la voie de la médiation à la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP181

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES, PAR SECTEUR D'INTERVENTION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, la Division des services essentiels du TAT a fermé 331 dossiers. 324 de ces dossiers ont été fermés par une décision du Tribunal, alors que les 7 autres dossiers ont été fermés administrativement :

	SERVICES PUBLICS	SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	FONCTION PUBLIQUE
Assujettissement d'un service public	202	0	0
Évaluation des services essentiels	9	104	0
Difficultés découlant des listes de services essentiels	0	0	0
Avis de grève ou de lock-out non conformes	0	0	0
Mesures de redressement	5	4	0
Autorisation de dépôt à la cour supérieure	0	0	0
TOTAL DES DOSSIERS	216	108	0

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP182

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP183

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Nombre de dossiers ouverts et nature des dossiers :

	1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021
FINANCEMENT	4 274
PREVENTION ET INDEMNISATION	23 971
• Retrait préventif	92
• Mesures disciplinaires	60
• LSST (autres)	128
• LATMP (urgences)	191
• Notion de lésion	12 126
• Prestations	4 908
• LATMP (autres)	39
• Médical	6 311
• Maladies pulmonaires	116
TOTAL	28 245

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d’ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d’une audience ou d’un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d’audiences et les suspens demandés par les parties :

	1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021
Délai moyen de fermeture	404 jours

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 20 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP184

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS, DANS LES DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES.

**DÉLAI MOYEN ENTRE
LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION
ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE**

2020-2021

	1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021
Sans les remises	9,1 mois (276 jours)
Avec les remises	16,2 mois (493 jours)

Voir la fiche RP183 pour la nature des décisions.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP185

LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET DES ASSESSEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET HONORAIRES REMBOURSÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Le paritarisme au sein de la Commission des lésions professionnelles a été aboli le 1^{er} janvier 2016 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1). Ainsi, il n'y a plus de représentants patronaux et syndicaux au Tribunal administratif du travail.

Liste des assesseurs – Honoraires et frais :

Le TAT est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le juge administratif dans des dossiers complexes. Le TAT a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et il doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels pour la période indiquée.

	01-04-2020 au 28-02-2021
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	459 818 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP186

**NOMBRE DE CONCILIATEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR
ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Voici les résultats entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 :

Nombre de conciliateurs au 28 février 2021	52
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	4 608
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du <i>Code civil du Québec</i>	6 230

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP187

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021, la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT a enregistré 16 825 désistements :

- 8 120 de ces désistements (soit 48,3 %) découlent d'une activité de conciliation;
- 8 705 de ces désistements (soit 51,7 %) sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé le Tribunal du retrait de sa contestation.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP188

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LE TAT (ANCIENNEMENT CLP) OU LES TRAVAILLEURS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

	01-04-2020 au 28-02-2021
Nombre de remises demandées *	
• Par les employeurs	5 787
• Par les travailleurs	3 726
• Par le TAT **	6 025

* Ces chiffres représentent le nombre de demandes de remise et non le nombre d’audiences remises, puisqu’une audience porte souvent sur plus d’un dossier.

** Le TAT ne demande pas de remise, mais il lui arrive à l’occasion d’annuler une audience déjà fixée. Ce chiffre est anormalement élevé en 2020-2021 puisque de nombreuses audiences ont dû être annulées en raison de la pandémie COVID-19.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP189

**NOMBRE D’AVIS TRAITÉS PAR LE BEM ET NOMBRE D’AVIS RENVERSÉS AU
COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

2020-2021	
	01-04-2020 au 28-02-2021
Nombre d’avis émis par le BEM et ayant fait l’objet d’une contestation	1 252
Nombre de ces avis ayant été renversés	84

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP190

**POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS
ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR LES
CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*	REQUÊTE DES EMPLOYEURS
	01-04-2020 au 28-02-2021	01-04-2020 au 28-02-2021
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	0	1 116
Décisions accueillant les requêtes	0	561 (50,3 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	0	89 (8,0 %)
Décisions rejetant les requêtes	0	466 (41,7 %)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2020 au 28-02-2021	01-04-2020 au 28-02-2021
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	2 224	1 061
Décisions accueillant les requêtes	851 (38,3 %)	450 (42,4 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	187 (8,4 %)	134 (12,6 %)
Décisions rejetant les requêtes	1 186 (53,3 %)	477 (45 %)

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP191

**NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES AU TRIBUNAL ET NATURE DES PLAINTES AU
COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Les statistiques qui suivent présentent les plaintes reçues par le Tribunal administratif du travail entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 ainsi que celles dont le sort fut décidé au cours de cette période, bien qu'elles aient été déposées lors de l'exercice précédent. La plainte qualifiée de fondée est celle qui requiert ou aurait pu requérir une intervention directe pour corriger la situation. La plainte est qualifiée de non fondée lorsqu'aucune intervention n'apparaît nécessaire ou utile. Les plaintes irrecevables sont celles qui ne rencontrent pas les conditions d'ouverture.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le TAT a enregistré 31 plaintes et a finalisé le traitement de 4 plaintes déposées lors de l'exercice précédent.

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	Plaintes en cours	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				1		1
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)						
LOIS ET RÈGLEMENTS						
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	2		2			4
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	1	1	1	1		4
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ¹ ET QUALITÉ DES SERVICES		1	3	1		5
AUDIENCE	2	1				3
CONCILIATION	3	1		1	2	7 **
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS						
SERVICES ESSENTIELS				1		1
ACCRÉDITATION				1		1
AUTRES		1		7		8
TOTAL :	8	5	6	13	2	34 **

¹ Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les juges administratifs et les assesseurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, le Tribunal a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise.

** À ce chiffre, s'ajoute une plainte abandonnée.

SOURCE : Service des plaintes

COLLABORATION : Vice-présidence de la qualité et de la cohérence

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP192

VENTILATION DETAILLÉE DES SOMMES ALLOUÉES AU FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2018-2019, 2019-2020 ET 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Voici la ventilation des sommes allouées pour 2020-2021 :

CNESST	72 807 000 \$
Ministre du Travail	6 000 556 \$
Ministre de l’Emploi et de la Solidarité sociale	33 700 \$
RBQ	33 700 \$
CCQ	984 300 \$
CMMTQ	33 700 \$
CMEQ	33 700 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2021